



## Le Crédit Mutuel délocalise le service « relations abonnés » de ses journaux au Maroc

C'est tout nouveau et c'est pas très glorieux. Le Crédit Mutuel, qui se targue de son ancrage territorial et de soutenir les initiatives locales, a discrètement délocalisé son service de relations abonnés des dix journaux du groupe Ebra de Strasbourg à Rabat (Maroc). Ainsi, depuis le 17 novembre, lorsqu'un abonné du *Dauphiné libéré* contacte le service relation clients (SRC), son coup de téléphone atterrit dans un centre d'appel basé à Rabat au Maroc. Et cela sera le cas d'ici quelques semaines pour tous les titres du groupe Ebra.

Une délocalisation que la direction aurait sans doute souhaité garder secrète, mais qu'elle a dû confirmer lors d'un CSE au *Dauphiné libéré*.

A la clé : 50 % d'économies sur le coût de la masse salariale. Un choix dicté par l'actionnaire qui lui ferait faire "quelques centaines de milliers d'euros d'économies par an".

Quid des salariés qui travaillaient jusque là à Strasbourg ? Au chômage ! Quid des conditions de travail déplorables et des salaires très bas indécents au Maroc ? Pas un sujet apparemment pour cette banque qui aime se donner une image humaniste ! Pas certain que cela soit validé par les 9,2 millions de clients sociétaires de la "banque coopérative". Assumeront-ils de continuer à être associés à une banque qui quitte la France pour gagner plus d'argent, tout en créant du chômage en France, au mépris des aides perçues par le gouvernement ?

Et que le Crédit Mutuel n'essaie pas de faire pleurer dans les chaumières : le "meilleur groupe bancaire français" revendique un résultat net de 4,5 milliards d'euros, largement suffisant pour conserver son service relations abonnés en France et une éthique digne de ce nom.

Les sections du Syndicat national des journalistes (SNJ) du groupe Ebra (*Dernières Nouvelles d'Alsace, L'Alsace, L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain, Vosges Matin, Le Progrès, Le Dauphiné Libéré, Vaucluse Matin, Le Journal de Saône et Loire et le Bien Public*), condamnent fermement cette délocalisation. Dans le même temps, les restrictions se multiplient dans les titres, toujours pour diminuer les coûts, au mépris de la qualité des journaux et des conditions de travail. Avec cette première délocalisation, quels seront les prochains services que le Crédit Mutuel n'aura pas honte de délocaliser ?

Veurey le 26 novembre